19me Année.— N° 3756 — 1re EDITION (paraissant le soir) — Dimanche 27 Septembre 1874

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 f.
LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 54 fr.; -- L'abonnement continue, sauf avis contraire.
ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes »
— On traite à forfait —

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : *A ROUBAIX*, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; *A Lille*, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; *A Paris*, chez MM. Havas Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; *A Bruxelles*, à l'*Office de Publicité*, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARDON et FILS, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles

Heures de départ des trains : *Roubaix à Lille*, 5 15, 7 19, 8 17, 9 47, 11 47, m., 12 24, 2 02, 3 39, 5 18, 6 15, 7 33, 8 32, 9 33, 11 11 s. *Roubaix à Tourcoing-Mouscron*, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 39, 4 58, 5 38, 7 17, 8 18, 10 22, 11 25 *Lille à Roubaix*, 5 20, 6 55, 8 22, 9 55, 11 05, 12 57, 2 18, 4 40, 5 20, 6 55, 8 00, 10 05, 11 15 *Tourcoing à Roubaix et Lille*, 5 08, 7 10, 8 08, 9 40, 11 38, 12 15, 1 55, 3 31, 5 08, 6 06, 7 21, 8 23, 9 24, 11 02 *Mouscron à Lille*, 6 52, 9 22, 11 20, 11 57, 3 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05
DIMANCHES ET FETES : Tourcoing à Mouscron, 7 26 soir ; Mouscron à Tourcoing, 8 01 soir

BOURSE DE PARIS

DU 25 SEPTEMBRE

3 0/0	63 30
4 1/2	89 75
Emprunts (5 0/0)	99 85

DU 26 SEPTEMBRE

3 0/0	63 10
4 1/2	90 50
Emprunts (5 0/0)	99 70

ROUBAIX, 26 SEPTEMBRE 1874

CANTON DE ROUBAIX-EST

ÉLECTION

au Conseil d'arrondissement

Dimanche 4 octobre 1874

CANDIDAT

M. Ch. Droulers-Prouvost

distillateur

BULLETIN DU JOUR

Un journal de Paris qui nous arrive cette après-midi donne comme absolument certaine une nouvelle qui néanmoins paraît bien hasardée.

Dans la prévision de son voyage en Italie, dit ce journal, l'empereur Guillaume aurait écrit au pape pour lui demander s'il lui permettrait, pendant son séjour à Rome, de lui présenter ses respectueuses sympathies. Sa Sainteté a répondu courtoisement que l'empereur serait le bien venu et qu'Elle aurait seulement la douleur de ne pouvoir le recevoir avec la pompe qu'avait déployée son prédécesseur pour le Czar Nicolas.

La Suisse est en ce moment l'objet de tous les regards des militaires européens; c'est qu'en effet ce pays, si petit en apparence, si simple dans son existence, se trouve être par sa situation géographique le nœud stratégique de l'Europe. Il suffit, en effet, de jeter les yeux sur la carte pour s'apercevoir que tous les grands fleuves de l'Europe : le Danube, le Rhin, le Rhône et le Pô, y prennent leur source. Or, c'est à travers ces massifs que les Allemands ont cherché à établir une vaste ligne de communication qui devait relier définitivement le Rhin au bassin du Pô, depuis Bâle jusqu'au lac de Côme et à Milan. Si donc le sort voulait que les Allemands fussent les maîtres de cette grande ligne de communication ainsi que de la tête de toutes ces vallées, ils pourraient se prétendre les maîtres de l'Europe, et cela avec l'apparence de quelque raison. Il ne faut donc pas s'étonner si la vue de ces possibilités stratégiques de l'avenir a frappé assez le chef d'état-major allemand pour l'attirer, ainsi que ses collègues, dans ces riches et belles vallées qui peuvent leur permettre à un moment donné de tourner toutes les défenses de la France du côté de l'est et de déboucher dans le bassin du Rhône.

Les promenades des officiers allemands autour de Bâle, de Dôle et de Pontarlier sont des indices certains de ces préoccupations.

Réussiront-ils à assez indisposer la Suisse contre nous, à l'absorber même pour l'entraîner dans un mouvement offensif ? en violeront-ils la neutralité? c'est ce que l'avenir seul nous permettra de connaître. En tout cas, il se produit chez nos voisins un courant curieux vers l'Allemagne, du moins dans certains cantons, de même qu'il se publie des écrits qui ont leur importance, soit sur le Neufchâtelais, soumis, il n'y a pas bien longtemps encore, aux Hohenzollern, soit sur la haute Savoie. Sur ce dernier point, M. le lieutenant-colonel fédéral de La Gharrière a fait un travail intéressant. Dans une étude intitulée : *De la neutralisation de la Savoie*, le colonel suisse examine avec un soin tout minutieux les efforts persévérants tentés par les agens de la confédération pour obtenir une extension de territoire sur la rive gauche du lac Léman et empêcher le voisinage soit de la France, soit de la Savoie.

Le colonel explique, il est vrai, les nécessités actuelles au point de vue de la neutralité à observer et des dispositions à prendre dans ce but; mais il n'en reste pas moins comme une arrière-pensée des anciens projets des conseillers génevois qui prouve combien est encore vivace cette idée d'annexion.

Nous assistons à une transformation morale et politique de l'Europe; il faut s'attendre, dès lors, à toutes les surprises imaginables. Du reste, ce qui se passe en d'autres endroits du territoire helvétique est encore une preuve parfaite de ce travail latent. Les Allemands viennent d'obtenir le passage de leurs troupes armées à travers la ville de Bâle pour se rendre aux manœuvres de Brisgau. Certains journaux français et étrangers ont voulu prétendre qu'il n'y avait rien que de très-normal dans cet événement. Nous sommes loin de partager cet avis. C'est, en effet, la première fois que l'on demande le passage de troupes armées à travers Bâle.

Or, la frontière est à quelques milliers de mètres de cette ville, et pour passer de la rive gauche sur la rive droite les Allemands sont obligés de faire arriver leurs troupes en wagons à la gare de Bâle, de les faire débarquer et de leur faire traverser toute la ville, ainsi que le pont, pour les envoyer sur la rive gauche prendre de nouveau le chemin de fer.

Il n'y a donc pas de prétexte de temps ou de débarquement à invoquer pour cette dérogation aux usages ordinaires. Les Allemands qui sont à Schlestadt, ou à Colmar, ou à Neufbrisach, auraient passé le Rhin beaucoup plus aisément à Neufbrisach qu'à Bâle, fort éloignée de leurs cantonnements. L'intention ne peut donc être que celle de faire passer leurs troupes triomphantes à travers la ville de Bâle et d'habituer les habitants de cette belle ville à la vue du casque teuton.

Cela prend enfin une importance plus considérable encore si l'on songe que Bâle est réellement le point militaire le plus considérable de l'Europe, qu'elle est située au coude du Rhin et qu'elle est maîtresse des vallées du Danube, du Rhin, de la Saône et du Rhône. C'est du reste près de Bâle que l'on construit le fameux pont qui doit relier le chemin de fer de Mayence, Carlsruhe au Saint-Gothard. On voit donc par ces faits avec quel soin jaloux les Suisses doivent surveiller cette partie de leur frontière. Les deux points militaires capitaux de la Confédération sont Bâle et le col qui sépare les deux têtes de vallée du Rhin et du Rhône.

Ces préoccupations, d'ailleurs, semblent avoir quelque valeur auprès des esprits judicieux de la Suisse. Les manœuvres qui se sont faites cette année au delà des Alpes et le long de cette même ligne ferrée du Saint-Gothard en sont une preuve palpable. Enfin, la hâte qu'a le Conseil fédéral d'achever sa loi de réorganisation militaire est également un indice de ces sentiments. C'est dans quelques jours que cette loi militaire va être votée. Elle apportera un grand changement dans l'armée fédérale, qu'elle améliorera certainement ; ce qu'on y trouve surtout de remarquable, c'est la simplicité, et la pensée juste qu'ont eue ses auteurs de se débarrasser d'une des classifications des troupes; il n'y aura donc plus qu'une partie active et une vaste réserve. En tout état de cause, il est à désirer que la Suisse en finisse avec cette transformation, de manière qu'elle se trouve à même de faire respecter cette neutralité devenue si nécessaire pour l'Europe tout entière.

Les quatre députés républicains du Nord adressent à leurs électeurs un compte-rendu que nous reproduisons à titre de document :

Messieurs,

L'existence de l'Assemblée nationale arrive à son terme; et, quoique ce terme ne soit pas encore fixé, on peut prévoir qu'il ne tardera pas à l'être. L'heure nous semble venue de vous rendre compte de l'usage que nous avons fait de notre mandat.

Après quatre années écoulées depuis les désastres qui ont marqué la fin de l'empire, la France se retrouve, non plus certes dans l'état désespéré d'où M. Thiers l'a fait sortir, mais dans une situation qui l'inquiète, qui l'énerve et qui l'arrête dans l'élan qu'elle avait pris vers sa régénération. Il importe que vous sachiez si vos représentants ont mal usé des pouvoirs que vous leur avez confiés, et que vous puissiez mesurer la part qu'ils ont eue dans un état de choses que tout le monde déplore.

L'exécution du funeste traité qui a terminé la guerre, le paiement de notre rançon, l'évacuation du territoire, l'ordre rétabli à l'intérieur, la réorganisation des services publics, notre considération relevée devant le monde entier; cette œuvre gigantesque, dont quelques hommes paraissent oublier ou méconnaître les difficultés, a été accomplie sous la haute direction de l'homme illustre que l'Assemblée nationale avait, à Bordeaux, nommé Chef du pouvoir exécutif de la République. Nous avons constamment secondé M. Thiers dans cette tâche, dont l'amertume n'était adoucie que par le sentiment du service rendu à la patrie. Lorsque cette mission douloureuse fut achevée, il y eut des hommes prompts à délaisser le grand citoyen qui l'avait acceptée et accomplie. Nous ne les avons pas imités et nous sommes certains d'être restés, sous ce premier rapport, en communion de sentiments avec le pays, dont le cœur est trop haut placé pour oublier les services qu'on lui rend, et pour se faire un jeu de la reconnaissance.

Lorsque, le 24 mai 1873, M. Thiers fut renversé pour avoir proposé à l'Assemblée de fonder définitivement la République par un ensemble d'institutions libérales et conservatrices, nous pouvons dire que nous avons été vaincus avec lui; car depuis lors, nous nous sommes trouvés presque toujours en minorité dans le parlement, et en opposition avec le ministère. Le parti républicain tenu pour adversaire par le gouvernement de la République, c'est là une situation singulière, qui ne s'explique que par le changement survenu dans la direction imprimée aux affaires publiques.

La tâche que se réservait l'Assemblée elle-même en prolongeant son mandat lui était toute tracée. Donner d'abord un gouvernement définitif à la France; rendre au pays ses libertés que lui avait ravies l'empire; préparer, en l'inaugurant elle même, une ère de concorde et d'apaisement, pendant laquelle la France dût se croire pour longtemps à l'abri de révolutions nouvelles : voilà ce que le pays attendait.

Nous pouvons dire que le parti républicain, uni dans un esprit commun qui fait à la fois notre force et notre espérance, a répondu à cette attente.

Nous avons voulu d'une volonté constante fonder la République, ce gouvernement que tout le monde, à l'heure des grands périls, reconnaît nécessaire, et qu'avait inauguré, dès Bordeaux, la présidence élective confiée à M. Thiers.

Mandataires de cette généreuse nation à laquelle on fait injure, quand on la dit incapable de vivre libre, nous n'avons jamais cessé de réclamer pour elle l'usage de ses libertés, que l'empire avait confisquées, qu'un pouvoir éclairé autant que ferme avait à peine suspendues au milieu du désordre inévitable qui accompagna l'invasion étrangère et l'exécrable rebellion de la Commune, libertés qu'on prétend aujourd'hui refuser encore, après tous ces dangers conjurés.

Nous avons enfin convié les partis à se rallier sur un terrain commun, où tout citoyen pouvait sans déshonneur reporter vers la patrie la fidélité dont lui ou les siens avaient pu entourer les anciennes dynasties. Quel meilleur régime politique pour faire cesser ces animosités mutuelles qui nous affaiblissent et qui nous tuent, que ce régime républicain, sous lequel tout le monde peut, au même titre, s'associer à l'œuvre gouvernementale, et, loin d'abdiquer ses idées particulières sur la marche des affaires publiques, peut préparer et assurer leur triomphe par le libre jeu des institutions !

Voilà ce que nous voulions, chers concitoyens, et vous vous demandez sans doute comment il se fait que nous ayons trouvé des contradicteurs parfois si hautains, toujours très-résolus, dans les hommes qui tenaient leur pouvoir de la République et qui n'auraient dû parler qu'en son nom.

C'était un étrange renversement des rôles qu'expliquent seules bien d'autres singularités dont nous avons été témoins depuis le 24 mai. Aussi l'attitude de la gauche a-t-elle été tout autre que celle des anciennes oppositions parlementaires que l'on a vues autrefois attachées à renverser le gouvernement existant. La gauche, au contraire, a été depuis deux ans un parti essentiellement conservateur; son attitude a été celle, non d'une opposition systématique et révolutionnaire, mais une attitude de résistance.

Résistance contre qui ? A Dieu ne plaise que nous désignions ici personne. Il est un homme particulièrement qu'aucun des termes de ce compte-rendu ne saurait atteindre, parce qu'il est en dehors des partis qui divisent l'Assemblée : nous voulons parler de M. le Président de la République, M. de Mac-Mahon, qui d'ailleurs, ne laisse échapper aucune occasion d'affirmer qu'il se considère comme la sentinelle préposée à la garde des institutions existantes, et comme l'exécuteur fidèle des volontés de l'Assemblée. Tel est, en effet, le rôle qui convient au premier magistrat de la République, tant que le gouvernement n'aura pas été organisé régulièrement : et l'on peut dire que ce rôle, il n'en coûte point à la loyauté de M. le Maréchal de le garder.

Mais il nous sera permis, et il est de notre devoir de vous faire connaître la politique à laquelle nous avons dû opposer une résistance énergique, quoique essentiellement conservatrice.

Cette politique, dans l'ordre des faits constitutionnels, se caractérise par deux circonstances capitales. Dès le lendemain du 24 mai, dont les auteurs avaient affirmé que cette révolution parlementaire n'était nullement dirigée contre la République, on ouvrit, il vous en souvient, et on poussa avec un entrain plein d'ardeur la campagne de la restauration monarchique. Il ne s'en fallut que de quelques noms qui hésitèrent à s'inscrire pour que la majorité des membres de l'Assemblée nationale ne demandât le rappel de la royauté tombée en 1830. Un mot sorti de la bouche loyale de M. le comte de Chambord fit tout échouer, en remettant chacun à sa place, et en dissipant les équivoques à l'aide desquelles d'irréconciliables adversaires avaient pu se donner comme des alliés éternels. La République triomphait sans combat de l'impuissance constatée des partis monarchiques; et le devoir le plus simple conseillait de l'organiser définitivement. Mais M. le duc de Broglie, plutôt que de s'incliner devant cette nécessité, parvint à rallier la majorité du 21 mai sur le nom seul de l'homme. Quelque fut cet homme, nous disions, nous, qu'un homme seul ne peut suppléer des institutions. La France n'a point oublié ce que lui ont coûté les pouvoirs personnels qu'elle a eu parfois l'imprudence de laisser s'élever au-dessus d'elle.

Cette Constitution originale du 20 novembre 1873 pour laquelle on a créé un mot « *le septennat*, » mot qui offrait cette particularité de devenir impropre le lendemain même du jour où il était inventé, cette Constitution sans institutions, sans pouvoirs définis, sans corps politiques organisés, est apparue depuis, telle qu'elle est en réalité, une dictature ou le néant ; c'est à dire le contraire d'un régime régulier. Rien, pas même les vœux si sincèrement et si souvent exprimés par M. le maréchal de Mac-Mahon, rien ne peut changer la nature des choses. Le septennat peut faire partie d'un ensemble d'institutions : il suffit pour cela de donner au pouvoir électif une durée de sept ans, mais il ne peut être à lui seul un système de gouvernement. On ne saurait donc l'organiser en dehors d'un régime politique préalablement adopté.

Nous ne pouvions nous associer à une œuvre chimérique qui n'eût produit qu'une illusion. La France n'a que trop vécu de chimères ; ce dont elle a le plus besoin en toutes choses, c'est de réalité. Pour nous,

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix*
DU 27 SEPTEMBRE 1874.

—41—

LE MOT DE L'ÉNIGME

PAR Mme CRAVEN.

(Suite.)

XX

Le carnaval était tardif cette année-là, et l'approche du printemps se faisait déjà sentir dans l'air. J'avais passé deux heures avec Stella, dans le parc de Capo di Monte, et Angiolina avait cueilli sur l'herbe tant de violettes, qu'elle en avait rempli une corbeille tout entière. A la gaieté du moment, se joignait encore celle de la saison et de tout ce que le ciel de Naples y ajoute d'enchantement. Lorsque les circonstances de la vie ne sont pas en complet désaccord avec la beauté de la nature, on éprouve alors un transport inconnu en tout autre lieu. Ce jour-là j'étais heureuse et gaie, plus encore que de coutume, et cependant, au moment où nous allions quitter le parc, il me prit tout d'un coup une de ces vagues tristesses qui semblent jeter leur ombre sur tout excès d'admiration.

— Un moment encore, Stella, lui dis-je, il fait si beau. Jamais le ciel et la mer n'ont été bleus comme aujourd'hui !... je n'ai pas le courage de rentrer.

— Restons, Ginevra, tant que tu voudras. Je ne me lasse jamais, tu le sais, de ce que nous avons là sous les yeux!...

Cette belle nature est pour moi une mère, une amie, un soutien. Elle m'a si souvent aidée à vivre!

— Pauvre Stella! dis-je alors avec un léger remords, car il me semblait parfois que j'oublais trop la différence entre nos deux destinées.

Mais elle poursuivit avec son charmant sourire:

— Vois-tu, Ginevra, on a dit de moi que j'avais le *sang joyeux*! ce qui signifie, j'imagine que mon naturel était d'être heureuse, et lorsque tout moyen de suivre cette vocation me manque, je lui obéis encore en ouvrant les yeux. La seule beauté de la lumière suffit pour répandre en moi des torrents de joie...

En ce moment Angiolina vint en courant lui apporter un petit bouquet de violettes qu'elle avait attachées ensemble. Stella le prit, puis elle enleva l'enfant dans ses bras...

— Regarde, Ginevra, regarde le bleu des yeux de mon Angiolina. N'est-il pas plus beau mille fois que celui de la mer ou du ciel? Tiens, ne parlons plus de moi, poursuivit-elle tandis que la petite fille passait ses deux bras autour du cou de sa mère et appuyait sa joue rose contre la sienne. Ce trésor me suffit; je n'en demande aucun autre.

— Oui, Stella, tu as raison et pour ce bonheur je donnerais tous ceux que je possède.

— Dieu te l'accordera sans doute un jour, répondit-elle en souriant.

Et notre gaieté, interrompue un instant, reprit son cours. Il était l'heure de partir et nous regagnâmes sans tarder notre voiture qui nous attendait à la grille du parc.

Ce jour était le mardi avant-veille du Jeudi gras; c'était donc le lendemain que j'attendais le retour de Lorenzo. Tous les préparatifs de la mascarade étaient terminés, et en passant devant la porte de ma tante donna Clelia, qui demeurait dans la rue de Tolède, je proposai à Stella de lui faire une visite et de nous assurer qu'elle aussi s'était occupée de tout ce qui la regardait, car c'était de son balcon que devait se livrer, le surlendemain, la première grande bataille des dragées.

Donna Clelia, je l'ai dit, avait éprouvé à l'époque de mon mariage un passager mouvement d'humeur. Mais elle s'était promptement décidée à envisager cet événement d'un bon œil. Sans doute il eût été plus agréable de pouvoir dire « le *duc mon gendre*, » mais enfin, à défaut de cette satisfaction, c'en était une aussi que de pouvoir dire « *ma nièce la duchesse*, » et ma tante ne se la refusait pas. A cela se joignait un autre avantage plus important; c'était celui de tenir en ma personne un moyen de parvenir à faire partie de ce grand monde qu'elle n'avait jamais aperçu jusque-là qu'à une incommensurable distance, et où elle tenait encore plus à introduire ses filles, qu'à pénétrer elle-même. Aussi, dès le jour de mon mariage, elle avait résolu de venir s'établir à Naples, et cette résolution avait déjà eu pour elle les plus heureux résultats. Teresina, et Mariuccia étaient de grandes filles, un peu dénuées de distinction, mais non de beauté. Grâce à notre parenté, elles étaient invitées presque partout, et le rêve de leur mère était à peu près réalisé. Comme indubitablement j'y avais contribué, et qu'elles avaient la bonne grâce de le reconnaître, j'étais au mieux avec elles aussi bien qu'avec donna Clelia.

Celle-ci, on le comprendra sans peine, avait accueilli avec enthousiasme la demande que je lui avais faite de livrer ses balcons pour le jeudi gras à la « *crème* » du beau monde, et nous la trouvâmes maintenant dans tout le feu des préparatifs qu'elle jugeait nécessaires pour ce grand événement.

Ma tante occupait au premier étage d'un des grands palais de la rue de Tolède un appartement de belles proportions, mais triste et sombre le matin, comme le sont tous ceux qui se trouvent dans cette localité. Le soir, lorsque ses salons étaient éclairés, ils faisaient cependant fort bon effet, et donna Clelia elle-même, lorsque sa volumineuse personne était revêtue d'un costume de velours noir, et qu'elle avait ajouté à sa chevelure, hardiment relevée, un faux chignon, un panache de plumes rouges et de fort beaux diamants, donna Clelia, je l'affirme, représentait fort bien son personnage de mère noble et l'on pouvait même supposer en la regardant que, dans son temps, elle avait dû être plus belle que ses filles. Mais lorsqu'elle nous reçut ce jour-là, enveloppée dans une vaste robe de chambre qui indiquait que malgré l'heure avancée sa toilette n'était pas encore commencée, et ses cheveux réduits à leur plus simple expression, ma tante présentait un tout autre aspect. Elle ne fut toutefois nullement déconcertée de nous voir paraître, et nous reçut au contraire à bras ouverts, car elle était bien aise de nous expliquer tous les arrangements qu'elle était occupée en ce moment à surveiller elle-même, explication qui était en même temps celle du négligé dans lequel nous la surprenions.

Elle nous fit donc arpenter avec elle tout l'appartement, nous indiquant dans la pénombre les places, ici et là, où elle allait faire mettre une profusion de fleurs. Puis l'endroit où serait placée une grande table chargée de tout ce qui pourrait nous aider à reprendre des forces pendant le combat. Puis encore de véritables cuves préparées pour contenir les dragées, et où nous trouverions des munitions inépuisables. Ma tante était riche, rien ne lui coûtait pour s'amuser et amuser les autres, et jamais elle n'avait trouvé l'occasion meilleure pour dépenser son argent.

(*A suivre*).